

AUSTRALIE

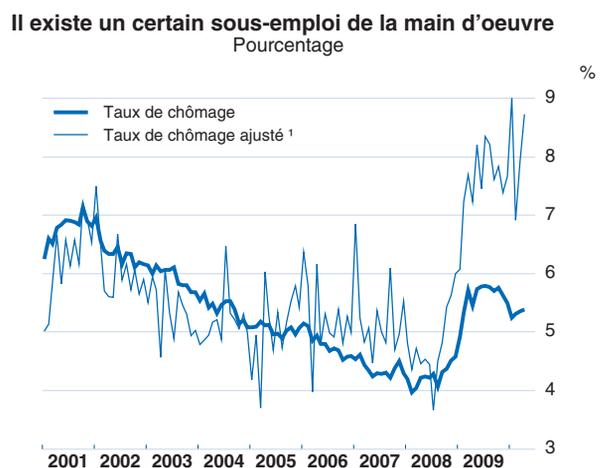
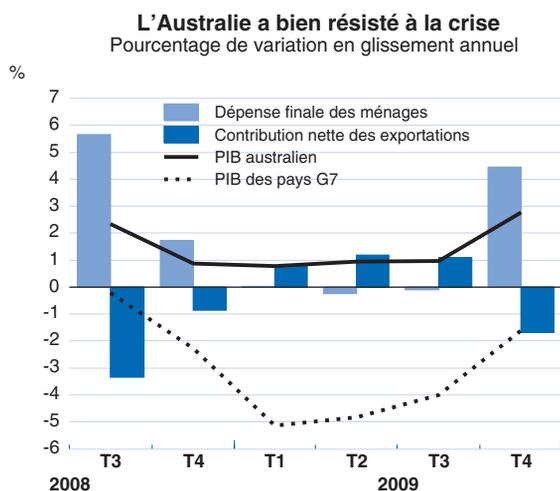
Après avoir bien résisté à la crise en 2009, l'économie australienne devrait connaître une croissance vigoureuse en 2010 et 2011, supérieure à son rythme tendanciel. L'expansion de l'activité, tirée par la forte progression des exportations et la demande intérieure, pourrait atteindre 3¼ et 3½ pour cent au cours de ces deux années et devrait s'accompagner d'une baisse du taux chômage à moins de 5 % en fin 2011, dans un contexte d'inflation modérée.

La gestion de sortie de crise pose moins de difficultés en Australie que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Le resserrement en cours des politiques monétaire et budgétaire est bienvenu compte tenu du redressement de l'activité. Le maintien d'une croissance robuste et équilibrée à moyen terme requiert de renforcer les capacités d'offre de l'économie, y compris dans le secteur immobilier où la demande, soutenue par l'immigration, devrait rester forte.

La reprise de l'économie est bien engagée

Le PIB s'est accru de 2¼ pour cent en glissement annuel au dernier trimestre de l'année 2009, grâce à une demande intérieure vigoureuse, tirée par une forte hausse de la consommation et des investissements publics. Ce dynamisme de l'activité ne semble guère avoir fléchi au début 2010. Le climat des affaires et la confiance des entreprises sont élevés. Les firmes ont sensiblement revu en hausse leurs plans d'investissement notamment dans le secteur minier où la demande soutenue des pays asiatiques s'est traduite par un rebond marqué des termes de l'échange et une hausse des profits. Les conditions sont aussi favorables dans le secteur immobilier où les prix augmentent rapidement. Le taux de chômage a reculé à 5.4 % en avril 2010, ce qui contribue à maintenir un haut niveau de confiance des ménages. Toutefois, l'évolution des salaires est restée modérée en raison de la sous-utilisation relativement importante de la main-d'œuvre causée par la baisse du nombre moyen d'heures travaillées. L'inflation sous-jacente

Australie



1. Le taux de chômage ajusté prend en compte le changement du nombre d'heures travaillées. Il est calculé en supposant que les personnes incluses dans la population active désirent travailler le même nombre d'heures par mois qu'en moyenne entre janvier 2001 et octobre 2008.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87 et Australian Bureau of Statistics, cat. n° 6202.0.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932311365>

Australie : Demande, production et prix

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007/2008)				
Consommation privée	586.9	4.8	2.7	2.2	2.6	3.2
Consommation publique	179.4	3.3	3.3	2.9	3.7	1.8
Formation brute de capital fixe	287.8	9.7	9.7	-0.4	8.0	7.8
Demande intérieure finale	1 054.0	5.9	4.7	1.6	4.3	4.3
Variation des stocks ¹	0.1	0.8	-0.4	-0.5	0.7	0.0
Demande intérieure totale	1 054.1	6.7	4.3	1.0	5.0	4.4
Exportations de biens et services	209.1	3.3	2.6	0.6	4.5	6.5
Importations de biens et services	221.3	12.2	11.1	-7.8	13.4	9.6
Exportations nettes ¹	- 12.2	-1.7	-1.8	1.9	-1.9	-0.9
PIB aux prix du marché	1 041.9	4.9	2.2	1.4	3.2	3.6
Déflateur du PIB	—	4.0	6.5	0.3	4.6	3.7
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	2.3	4.4	1.8	3.0	2.7
Déflateur de la consommation privée	—	3.2	3.8	3.0	2.7	2.7
Taux de chômage	—	4.4	4.2	5.5	5.2	4.9
Taux d'épargne des ménages ²	—	1.5	1.6	4.3	2.8	3.0
Solde des administrations publiques ³	—	1.7	0.3	-3.9	-3.2	-2.4
Balance des opérations courantes ³	—	-6.1	-4.4	-4.1	-3.2	-2.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313512>

continuait de fléchir au premier trimestre 2010 à environ 3 %, alors que l'inflation totale se redressait à 2.9 %, poussée par la remontée des prix de l'énergie et des services financiers.

La politique monétaire se resserre

Suite à l'amélioration de la situation économique et financière, la garantie publique accordée aux établissements financiers pour leurs emprunts sur les marchés internationaux lors de la crise a été levée en avril 2010. La *Reserve Bank of Australia* a resserré les conditions monétaires en relevant son taux cash de 3.0 % à 4.5 % entre octobre 2009 et mai 2010. Après leur redressement au cours de l'année 2009, le marché boursier et le taux de change effectif se sont stabilisés autour de leur niveau du dernier trimestre 2009. L'OCDE table sur une poursuite du resserrement monétaire au cours de la période de projection.

Le déficit budgétaire devrait se réduire

Le déficit des administrations, qui a atteint près de 4 % du PIB en 2009, devrait fléchir en 2010 et 2011 du fait de la reprise et du ralentissement de la hausse des dépenses publiques induit par l'épuisement des mesures temporaires du stimulus. Selon le budget 2010/11, les autorités vont restreindre la croissance réelle des dépenses à moins de 2 % par an en moyenne, jusqu'à ce qu'un surplus budgétaire de 1 % du PIB soit atteint. Les

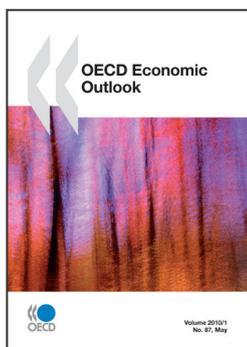
nouvelles initiatives de dépenses, qui concernent principalement la santé, les infrastructures, la formation et les énergies renouvelables, ont été compensées par des économies dans d'autres domaines. Du fait du renforcement de l'activité et du resserrement budgétaire, le gouvernement table désormais sur un retour à l'équilibre des comptes publics en 2012/13, soit trois ans plus tôt qu'anticipé auparavant.

L'expansion devrait être solide en 2010 et 2011

La hausse de la demande privée tirée par les investissements des firmes et leur mouvement de restockage devrait prendre le relai de la demande publique comme moteur principal de la reprise en 2010 et 2011. Les entreprises du secteur minier devraient en particulier bénéficier du dynamisme des marchés asiatiques et du redressement important des termes de l'échange. Ces développements, joints à la hausse des investissements immobiliers, devraient améliorer la situation de l'emploi. Toutefois, le rythme de baisse du chômage devrait être freiné par l'augmentation du nombre d'heures travaillées. La consommation devrait se renforcer, d'autant que les ménages pourraient bénéficier d'un effet richesse positif lié à la hausse des prix des actifs immobiliers et financiers. Compte tenu du maintien d'un écart de production négatif au cours de la période de projection, l'inflation pourrait se stabiliser autour de 2¼ pour cent en 2011.

Il ne faut pas sous-estimer les risques affectant ces perspectives

L'amélioration de la confiance et la hausse des termes de l'échange pourraient induire une demande plus dynamique requérant un resserrement plus rapide de la politique monétaire. Mais, des risques négatifs pèsent aussi sur la force de la reprise de la zone OCDE et l'évolution des marchés financiers internationaux.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-12-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.